

SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DES ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE 2015 ET LEURS PROCHES : NOTRE SEUL REMPART EST LA DÉMOCRATIE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 12 NOVEMBRE 2025

La France se prépare à saluer la mémoire des 130 victimes des attentats de Saint-Denis, des terrasses de cafés de Paris et du Bataclan, assassinées le vendredi 13 novembre 2015 par des commandos du groupe Etat islamique, qui en ont blessé des centaines d'autres.

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) s'associe à la douleur cruellement intacte des familles et des victimes, aux vies percutées, abîmées inexorablement, avec une émotion particulière pour celles et ceux, victimes dans leur chair et dans leur âme, dont la vie leur est devenue insupportable et qui l'ont quittée.

Dix ans plus tard, la LDH déplore que l'horreur de ces attentats terroristes ait été le prétexte de lois promouvant toujours plus de surveillance de toute la population et singulièrement des musulmans. Elle avait averti, dès le lendemain de cette tragédie, « *Parce que notre démocratie a le droit et le devoir de se défendre, l'adoption de mesures exceptionnelles peut répondre à l'urgence du moment. Ces mesures qui s'ajoutent aux possibilités déjà très larges ouvertes par la législation antiterroriste ne peuvent être appliquées que pour une période limitée et doivent l'être sans aucune stigmatisation.* »

Pour Nathalie Tehio, présidente de la LDH : « *Le risque, c'est de s'habituer aux pertes de liberté, à la surveillance et à un Etat de plus en plus autoritaire. C'est une dérive qui est à l'œuvre et qui amène à casser tous les contre-pouvoirs, pire à cibler certaines catégories de population comme étant des « ennemis ». On est en train de dévitaliser notre démocratie* ».

Forts de leurs résultats aux élections législatives de juin 2024, les discours de l'extrême droite continuent de stigmatiser les personnes musulmanes de notre pays par des propos racistes et xénophobes, toujours plus haineux, inspirant les actions violentes de groupuscules. La condamnation, en juin 2025, de membres du groupuscule d'extrême droite Action des forces opérationnelles (AFO), islamophobe, pour association de malfaiteurs terroriste, est significative de la montée en puissance du passage à l'acte. Un gouvernement sous le contrôle des extrêmes droites bafouerait sans aucun doute possible les libertés individuelles de toutes et tous, tout en ciblant particulièrement des groupes et des personnes en fonction de leur origine.

La LDH réaffirme que la lutte contre le terrorisme n'est efficace que dans le respect et l'égalité des droits de toutes et tous, sans distinction d'origine ou de religion, sauf à donner raison aux ennemis de la démocratie.

Elle salue la dignité de celles et ceux qui ont survécu ou perdu des proches et refusent de voir leur douleur confisquée au profit des discours de haine.

